

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la LCR
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 80 février 1997
5è année de parution

RASSEMBLER

A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

LES FAITS SONT CRUELS

par Amaury Couderc

De Gardanne à Vitrolles en passant par Dreux

Tous ceux qui tentaient d'expliquer que la montée du Front National n'était qu'un épiphénomène local et qu'il était très difficile, voire hasardeux de tirer des enseignements généraux, expliquaient il y a encore quelque temps qu'il était absurde de vouloir faire des comparaisons entre ce qui s'est passé à Gardanne et ce qui s'est passé à Dreux. Pourquoi dans un cas la gauche a gagné et dans l'autre perdu. Ils affirmaient doctement qu'il n'était pas possible de comparer des villes qui ont une histoire aussi différente, qui sont géographiquement et sociologiquement si éloignées etc... Les mêmes nous expliquent aujourd'hui quasiment la même chose devant la montée du FN à Vitrolles : bien sûr, c'est le candidat qui était d'un seul coup devenu mauvais, même très mauvais... A preuve, il était contesté par les militants de sa section !... Il doit être le seul dirigeant socialiste contesté...

J'oubliais, il était mis en examen... Il doit également être le seul...

CAMPAGNE POUR UN RÉFÉRENDUM SUR LA MONNAIE UNIQUE : UNE INITIATIVE STRATÉGIQUE

par Sylvie Mayer

Le Parti communiste a trois raisons de se lancer en grand dans la promotion d'un référendum pour la monnaie unique :

C'est d'abord un devoir de vérité et de solidarité vis-à-vis des français. Il faut mettre à jour le lien entre l'explosion des marchés financiers et les difficultés de plus en plus graves que vivent nos concitoyens, la mainmise de ces mêmes marchés sur les budgets, les choix sociaux et politiques de chacune des nations d'Europe si la monnaie unique se fait. Les citoyens seraient encore plus coupés des centres de décision, la domination de l'économie allemande serait institutionnalisée. La logique de guerre économique entre la zone mark -transformée en zone euro- la zone yen et celle du dollar s'approfondirait, aggravant les tensions, les fractures entre pays riches et pays pauvres, la concurrence entre salariés. Des phénomènes comme celui de la vache folle risqueraient de se multiplier. En bref, c'est un monde invivable qui se prépare.

Il n'y aura pas de changement politique possible sans remise en cause de la logique de Maastricht. La France est un pays qui compte en Europe et dans le monde. Elle a la capacité d'intervenir pour modifier le cours des choses. Elle doit le faire et la montée des exigences de la population peut y contribuer.

On voit bien que la bataille autour de la monnaie unique va être au coeur de la campagne des législatives de 1998. C'est la deuxième raison pour les communistes d'en discuter en grand. Il faut baliser le terrain, aider les gens à

Et puis, il avait géré sa commune trop longtemps, vous pensez, cher ami, 14 ans... un bail.

Pour d'autres, c'est un gage de reconnaissance et d'implantation, mais dans ce cas... c'est une preuve d'usure... une tare. Il fallait s'en débarrasser avant... La messe est dite.

Non, tout cela n'est pas sérieux et je n'aurai pas la cruauté de rappeler à tous ces "camarades" que même si l'on accepte de ne pas comparer Gardanne à Dreux, il est maintenant plus difficile de ne pas comparer Gardanne à Vitrolles : proximité géographique (et oui), électorat sensiblement identique sociologiquement (et oui).

Alternance douce ou alternative

Alors, comparons, et essayons d'expliquer pourquoi dans un cas, à Gardanne, la gauche l'a emporté haut la main et à Vitrolles la gauche a perdu tout aussi largement. .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

LES FAITS SONT CRUELS

suite

A Gardanne le candidat Roger Meï, membre du Parti Communiste représentait dès le premier tour l'ensemble de la gauche refusant comme inéluctable la politique se réclamant de l'Europe de Maastricht, une politique qui a échoué hier avec les socialistes et qui donne les résultats catastrophiques que l'on connaît aujourd'hui avec la droite.

Il était dès le premier tour le tenant de l'alternative politique à côté d'un autre candidat de gauche (Kouchner) prônant la simple alternance et l'application des critères de Maastricht pour aller à marche forcée vers la monnaie unique. Le suffrage universel a tranché, au premier tour Roger Meï l'a emporté largement, il a doublé les voix obtenues par le seul PCF en 1996 passant de 19% à 38% des voix.

Au deuxième tour, il a su rassembler toute la gauche et au-delà tous ceux qui refusaient la main mise du FN sur la ville.

A Vitrolles, contrairement à ce qui s'est passé à Gardanne, le candidat socialiste, au demeurant respectable, représentait pour les vitrollais la continuité politique qui fait que dans cette ville il y a plus de 20% de chômeurs (même si le maire n'en peut mais...). Il représente l'alternance douce qui, dans le giron de Jospin et de Rocard considère que l'Europe doit se construire à marche forcée sur les critères de convergence de Maastricht, même s'ils y mettent des conditions supplémentaires qui de toute façon ne seront jamais prises en compte et le double discours de la gauche socialiste ne change rien à l'affaire.

Au bout de tout cela, oh surprise !

Ce n'est pas la droite, c'est l'extrême-droite qui arrive en force.

La leçon à tirer est évidente, il y a aujourd'hui radicalisation à droite, mais aussi à gauche.

Radicalisation à droite... et à gauche

Les français ne veulent plus de tous ceux qui prônent l'alternance douce et

attendent l'échec de la droite pour revenir avec quasiment les mêmes propositions, en tout cas qui acceptent le même cadre, celui de l'Europe de Maastricht. Les salariés, les électeurs, ont bien conscience que dans ce cadre là, il n'y a non seulement aucune avancée sociale possible... mais à coup sûr la remise en cause des avantages acquis par des décennies de luttes sociales.

L'exemple de Gardanne, à contrario, montre qu'un candidat mettant résolument en cause l'ensemble du système, mettant en avant des solutions neuves, un candidat se mettant en capacité de réunir sur son nom dès le premier tour aussi bien les Verts que la LCR, l'AREV et le MDC, un candidat porteur de la colère sociale, ce candidat en fermant tout un espace social au FN, l'emporte sans aucune concession.

Lorsqu'un candidat est véritablement porteur de ces exigences démocratiques et qu'en plus il le démontre dans ses actions de tous les jours, alors, et alors seulement, on peut stopper la progression de la droite et du FN.

Il ne s'agit pas d'opposer une victoire à une défaite (et en cela, je suis complètement d'accord avec l'article de Gilles Smadja dans l'Humanité) mais de sortir des tentatives d'explications locales pour comprendre enfin que ce qui est en cause se sont les choix politiques globaux et une pratique radicalement différente des uns et des autres. **Ce qui est en cause c'est la radicalisation à droite et à gauche et de mon point de vue, le rôle du PCF n'est pas, dans le cadre d'une union PCF/PS, "d'occuper un créneau" dans les quartiers populaires comme le souligne G. Smadja mais il lui incombe la responsabilité de créer avec d'autres les conditions d'un vaste rassemblement à gauche et d'apporter une réponse politique globale à l'échelle du pays.**

Avec la radicalisation les socialistes seront de moins en moins porteurs de l'alternance, les communistes et la gauche critique, pour peu qu'ils sachent travailler ensemble avec leurs différences, de plus en plus porteurs de l'alternative. □

CAMPAGNE POUR UN RÉFÉRENDUM...

suite

s'y retrouver, à faire le lien entre la possibilité de vrai changement politique et le choix de construction européenne.

Enfin, quel que soit le résultat, qu'il y ait référendum ou pas, que les Français disent oui ou non à la monnaie unique, ce sera une expérience démocratique, un grand acquis structurant pour les luttes futures. Nous en avons fait déjà l'expérience, nos concitoyens ont réfléchi et mûri lors de la campagne du référendum pour Maastricht.

Nous sommes ambitieux, nous voulons réunir un million de signatures. Ce sera d'autant plus possible que d'autres forces s'y mettrontwazzu. Nous nous félicitons des initiatives communes entre le Parti communiste et le Mouvement des citoyens. Nous souhaitons qu'elles se multiplient et s'élargissent. Là encore, le débat sur les convergences et les différences d'approche va alimenter le débat sur le fond, ce qui répond à notre souhait d'être un parti utile à l'intervention citoyenne.

Cette campagne découle directement des objectifs que nous nous sommes fixés au 29e congrès : être avec les gens, contribuer à ouvrir une perspective à gauche et promouvoir l'intervention citoyenne. En effet, nous allons montrer le lien intime du quotidien vécu par les Français avec ce projet inique de monnaie unique (le budget de Juppé est qualifié de "fait sur mesure" pour l'application des critères de convergences). Nous allons en discuter, que Lionel Jospin le veuille ou non, et comme le souhaitent 70% des Français. Nous allons inciter les citoyens à débattre et à s'exprimer, à réclamer la parole. Cela semble correspondre à une forte exigence : 237 000 signatures ont d'ores et déjà été recueillies, des milliers parviennent au siège du Comité national et à l'Humanité.

C'est pour nous un encouragement à travailler le projet d'une autre Europe qui soit une réponse dynamique et positive aux enjeux de la mondialisation. □

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

GARDANNE ES-TU LÀ ?

par Robert Duguet

Le mercredi 19 février 1997, devant une mutualité comble, le PCF et le MDC tenaient un meeting national commun. Un message de la LCR a été lu à la tribune. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette initiative.

Au moment où s'affirmait la victoire du FN dans les élections municipales de Vitrolles, la majorité RPR mettait la dernière main à un projet de loi faisant de nouveau du problème de l'immigration le centre de la vie politique française, nourrissant de fait le terreau sur lequel prolifèrent les fleurs vénénéuses du fascisme. La réaction à ce projet, en particulier à l'article de la loi qui induit une logique vichyste de délation, doit nous faire apprécier à sa juste mesure la gravité de la situation politique. D'un côté l'appel des cinéastes, qui s'est répandu dans d'autres professions intellectuelles et dans la population comme une traînée de poudre, a de quoi nous reconforter. Il témoigne d'une réaction de dégoût et de rébellion salutaire. D'un autre la question de la désobéissance civile, avec l'aspect symbolique d'un appel des 121, est l'expression crue qu'entre la représentation politique, les institutions et le mouvement social il n'y a plus que l'affrontement direct. La question d'une alternative politique à gauche devient d'autant plus pressante : les forces sociales qui d'un côté fécondent le terrain de la vieille France des nationalismes, de la haine xénophobe et des ligues, d'un autre la contestation directe de la loi par l'appel à la rue ouvrent aussi une situation politique propice aux aventures. Que, sur la question de la revendication d'un référendum sur la monnaie unique, le PCF et le MDC engagent une campagne politique à gauche est pour nous une réponse positive dans la situation actuelle.

Nous nous étions félicité après Gardanne de la logique politique et stratégique qui avait conduit à cette victoire partielle : un rassemblement unitaire autour de Roger Mei permettait à la fois la défaite de la droite, mais aussi celle du candidat promaastrichien soutenu par la direction du PS, tandis que le FN reculait. Les contours d'une alternative se trouvaient alors tracés. Nous avons dit alors "Gardanne c'est la

France". Les directions du PCF et du MDC, mais aussi de la CAP, ont alors hésité devant une victoire qui était le produit direct du choix d'une stratégie unitaire de rassemblement antilibéral. Chacun y a été de son petit couplet : nous sommes des gens respectables, le pôle de radicalité, ce n'est pas nous ! Aura-t'il fallu Vitrolles pour que nous parlions de nouveau le langage qu'il faut parler aux citoyens. Oui, le meeting PC-MDC du 19 janvier a été un grand moment : transformons maintenant l'essai et menons une campagne résolue dans le pays pour obtenir le référendum.

Sur quelles bases ? Sur quelle orientation ? Là encore il ne suffira pas de dire "la France ! la France !" en soufflant sur les cendres du général, ou encore "Gardanne ! Gardanne ! Gardanne !" en sautant comme des cabris !". J'entends bien que la question de la monnaie unique, dernier segment du traité ultralibéral de Maastricht induit une remise en cause profonde de la souveraineté de la France. Le grand républicain Ernest Renan expliquait dans une conférence célèbre de 1876, et pourtant si actuelle, que la Nation ne se définit ni par la race, ni par la langue parlée, ni par la religion, ni par la communauté des intérêts, ni par l'unité territoriale. Fondamentalement la Nation se définit par un contrat passé entre des hommes qui ont librement et démocratiquement choisi de vivre ensemble, même si par ailleurs les cinq éléments réfutés aient pu à un moment donné de l'histoire jouer un rôle dans sa constitution. Mais en tout état de cause l'addition de deux, trois ou cinq de ces éléments ne produisent aucunement une nation républicaine. Pour nous qui appartenons à la gauche et au mouvement ouvrier, la nation se définit aujourd'hui à l'encontre de la déréglementation libérale par son contenu social. Aller au peuple a aujourd'hui un sens précis : lorsqu'une décision récente de la cour européenne de justice demande à l'Union Européenne de sanctionner les Etats-Nations qui feraient entrer dans leur droit social la retraite à 55 ans, car cette mesure est à ses yeux contraire au principe de la liberté du marché, qui ne comprend que cette mesure tente de dresser un mur devant les revendications du mouvement social aujourd'hui, tout en s'opposant à la souveraineté du peuple français... ..

L'ENJEU DES LÉGISLATIVES

par Bernard Fischer

A quelques semaines et à quelques kilomètres de Gardanne, il y avait Vitrolles. Les leçons de Vitrolles confirment les leçons de Gardanne. Les dimanches 2 et 9 février 1997, c'étaient les premiers et deuxièmes tours des élections municipales partielles de Vitrolles. Au premier tour, le candidat du FN fait 48% des voix, le candidat du PS, maire sortant, candidat unique de toute la gauche au premier tour, fait 37% des voix, le candidat de la majorité présidentielle fait 16% des voix. Entre les deux tours, c'est le retrait du candidat de la majorité présidentielle, c'est le front républicain à l'envers. Au deuxième tour, le FN fait 52% des voix et gagne la mairie, le candidat du front républicain fait 48% des voix. Le FN bat le front républicain le 9 février 1997 à Vitrolles, comme tous les fascistes battaient toujours tous les fronts antifascistes.

A Vitrolles comme à Gardanne, les raisons les plus importantes de la défaite du candidat du PS sont des raisons internes au PS. La justice mettait en examen le candidat du PS et la fédération du PS refusait son soutien au candidat du PS. Plus fondamentalement, le député socialiste sortant de la circonscription de Marignane/Vitrolles, Henri d'Attiglio, refusait la présentation de sa candidature à ces élections municipales partielles et aux élections législatives en 1998. Il présente sa candidature au Sénat. Le député sortant du premier parti électoral de la gauche refuse la présentation de sa candidature contre le FN. Il déserte le terrain du combat électoral contre le FN. La gauche déserte le terrain du combat électoral car la gauche déserte le terrain du combat social contre le FN. Par rapport à toutes les questions sociales, politiques et internationales, chômage, immigration, corruption, Europe, le FN propose de fausses réponses à de vraies questions, et la gauche n'a pas de politique du tout.

Les négociations de répartition des circonscriptions à gauche au mois de janvier 97 aboutissaient à un accord électoral entre le PS et les Verts. L'enjeu des élections législatives de 1998 du point de vue de la recomposition de la gauche, c'est clairement la participation des principales composantes de la gauche alternative, le PCF, le MDC, la LCR et la CAP à la constitution d'un pôle de .../...

GARDANNE ES-TU LÀ ?

suite

On pourrait prendre bien d'autres exemples. Mener campagne pour un référendum sur la monnaie unique n'a de sens profond qu'en relation avec les conséquences programmées sur le plan social des critères de convergence. La défense de la nation souveraine, ou d'une Europe des peuples souverains, ne peut se mener qu'en profonde symbiose avec la question sociale.

La veille du meeting PC-MDC du 19 février, "Rassembler à Gauche" tenait une réunion en Essonne avec les représentants des organisations suivantes : PCF, MDC, LCR, AREV et un représentant de la CAP. Une fructueuse discussion s'est engagée sur la nécessité de prendre des initiatives communes, de s'adresser largement aux citoyens à partir d'un appel commun. Le même type de démarche est en voie de concrétisation dans le Val d'Yerres pour une réunion publique commune. "Rassembler à Gauche" est-il soluble sur tout le territoire de la République ? Est-il possible de travailler partout à ce type de regroupement pour obtenir le référendum, comme facteur de construction d'une alternative à gauche ? Chiche... □

L'ENJEU DES LÉGISLATIVES

suite

radicalité pour une véritable politique gouvernementale de gauche et antilibérale.

L'accord de répartition des circonscriptions entre le PS et les Verts prévoit la présentation de 30 candidatures communes. Partout ailleurs, demandons aux Verts la présentation de candidats contre les candidats du PS, demandons aux Verts leur soutien et leur participation aux campagnes des candidats du pôle de radicalité.

L'enjeu des élections législatives de 1998 du point de vue de la recomposition de la gauche était une course de vitesse, était la constitution du pôle de radicalité avant l'aboutissement des négociations et la signature de l'accord entre le PS et les Verts. La tentative de satellisation des Verts autour de la planète socialiste précipitera la constitution du pôle de radicalité. □

COURRIER DES LECTEURS

ARRÊTONS DE PLEURER

par Jean-Pierre Culadiot (ex élu et militant PS)

Souvenons-nous en 1983, la classe politique disait : "La baudruche va se dégonfler" aujourd'hui en 1997 elle ne fait que prendre du poids. L'échec collectif pour s'opposer à la montée du FN est devenu aujourd'hui alarmant. Aux années de consensus à tout va, nous devons affirmer les valeurs fondamentales de la République : **La Liberté, L'Égalité, La Fraternité et La Laïcité.**

Abandon tout azimut du terrain pour les palais dorés de la République. Elus sortis de grandes écoles ou militants professionnels qui n'ont aucune prise avec les réalités de la vie et de l'entreprise. Nous devons rendre la démocratie au peuple. Faisons confiance aux citoyens. A ceux qui vivent dans les cités, qui côtoient le monde de l'entreprise et qui tous les jours utilisent les transports. Ces personnes là sont en prise directe avec les réalités de tous les jours. Elles notre peuvent apporter à , la démocratie un formidable ballon d'oxygène et des idées sans tabou loin des schémas stéréotypés de classe dirigeante. Renouvelons notre personnel politique non plus pour satisfaire une carrière politique, ni servir d'alibi, mais pour servir la collectivité, nous gagnerons en efficacité et en pragmatisme. Un moment dans sa vie le citoyen pourrait servir le bien commun. Nous devons croire en l'Homme, donc dans le peuple qui a le sens des réalités.

Assez pleuré, prenons-nous en main pour qu'à l'aube du troisième millénaire nous n'abandonnions pas notre destin à des extrémistes et des dogmatiques de tous bords. □

COURRIER DES LECTEURS

Ils ont dit :

Jean-Luc Mélenchon :

L'alliance du "PS" et des "Verts" est une petite alliance à la carte...

L'idée de contourner de PCF est risible et dangereuse...

Je veux gouverner avec des ministres communistes parce que sans eux, ce n'est pas la gauche.

Laurence Rossignol (Gauche Socialiste) :

Les voies de la construction européenne nouvelle seront au coeur du débat politique dans les mois à venir. Si nous ne basons pas avec nos textes, le clivage entre la gauche-radical et anti-maastrichienne et la gauche modérée peut s'effacer au profit d'une perspective commune offerte aux français : celle d'une gauche unie autour d'un projet en rupture avec l'Europe libérale, dans le refus du oui sans condition à la monnaie unique.

Chacun appréciera le double discours, en même temps que l'on réclame une "gauche unie" autour d'un projet en rupture avec l'Europe libérale, dans le refus du oui sans condition à la monnaie unique, la "Gauche Socialiste" refuse de s'associer à une démarche unitaire avec le PCF, le MDC, la LCR, l'AREV et RAG, démarche unitaire dont le but est justement de rendre le peuple juge de l'avenir de la monnaie unique façon Maastricht par un référendum.

Je ne suis pas certain que ce type de comportement ne soit pas à terme l'un des éléments déterminants dans le désintérêt des citoyens pour la chose publique.

Raymond Debord (militant du PCF)

Le débat que vous lancez, partant de l'exemple de Gardanne, est un des principaux du moment, sans doute avec celui sur la monnaie unique. Comment faire gagner la gauche sans refaire les erreurs du passé ? Quelles alliances pour quel gouvernement ? Voilà à quoi doivent effectivement répondre tous ceux qui ont des responsabilités à gauche, mais aussi tous les militants qui, comme vous et moi, veulent peser dans le bon sens avant que des décisions irrémédiables ne soient prises.

L'idée que lancent certains de vos signataires de candidatures uniques de la gauche dès le premier tour est intéressante mais laisse en suspend une série de difficultés. Vous savez comme moi qu'à Gardanne il n'y avait pas de candidat du PS *stricto sensu*. Entre Kouchner et Meï le choix était donc relativement aisé. Par ailleurs, n'existant que peu ou pas sur le terrain, les forces de la "petite gauche" n'en ont que plus facilement soutenu le communiste dès le premier tour. On doute qu'il en soit de même si la question se trouvait posée à l'échelle d'un département comme celui de l'Essonne voire à celle de la France entière.

Autrement dit, la question est de savoir qui va déterminer celui des candidats potentiels qui sera "ancré dans le mouvement social" et le "militantisme de proximité" tout en "développant des propositions réellement alternatives aux politiques menées depuis 13 ans". Doutant de la sagesse qui conduirait circonscription par circonscription les moins qualifiés à se reconnaître eux-mêmes comme tels et à se retirer, il faut donc définir une méthode et un cadre permettant au "peuple de gauche" de se prononcer. D'une manière ou d'une autre, c'est donc la question de primaires qui se trouve posée.

Il s'agit donc de trouver le moyen qui permette de rassembler à gauche et de placer ce rassemblement non sous le contrôle des appareils politiques mais sous celui du peuple travailleur. Il s'agit donc de créer des organes permettant à celui-ci de se regrouper, non seulement en période électorale mais tout le reste de l'année. Le choix pour un candidat ne serait alors que l'expression d'un mouvement plus général, placé sous le signe de l'intervention quotidienne auprès de la population. Le préalable à toute "construction politique" me semble donc être la création de comités d'initiative citoyenne, démarche que préfigurent les échanges de points de vue comme ceux qui ont lieu dans votre bulletin, mais qui franchit un pas supplémentaire. Sans doute les forces de gauche ne sont-elles pas encore prêtes à accepter ce genre de proposition, mais des évolutions ont lieu et il nous revient de les aider à se parachever. □

Vincent Prémey & Bernard Grangeon (militants Gauche Socialiste)

Quelques remarques.

C'est promis, nous reviendrons plus à fond, et régulièrement, pour "Rassembler à Gauche", sur les questions politiques de fond qui nous motivent tous.

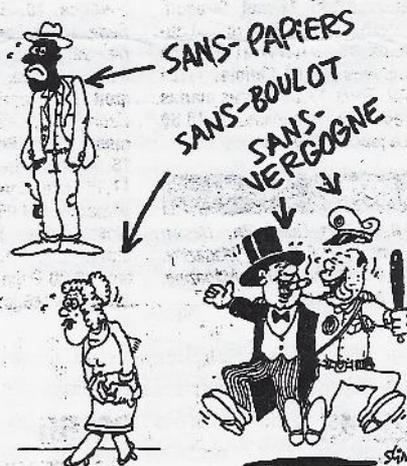
Le présent petit article veut seulement poursuivre le dialogue engagé par les quelques remarques de "AC et MG" qui suivent notre premier article dans RAG n° 78.

Les camarades trouvent une contradiction entre "la radicalité du début de l'article et la conclusion". Mais en quoi y-a-t-il contradiction entre, pour reprendre précisément ce qui peut sans doute à bon droit passer pour le plus "radical" dans notre article, le souhait de "la réalisation d'un nouveau Tous ensemble public-privé -la grève générale", et le fait de vouloir aussi oeuvrer, indissociablement, à un débouché politique qui répondrait d'ailleurs aussi, du

coup, aux préoccupations relatives aux législatives ? Or, ce combat pour un débouché politique nous semble que cela plaise ou non, passer par le PS et par le PCF.

Est-ce l'appartenance au PS qui semble "modérée" comparée aux propos ci-dessus ? Mais de quoi vous imaginez-vous que parlent les millions de salariés qui soutiennent ce parti et les dizaines de milliers qui y sont organisés ? Ils parlent de comment faire pour résister à Chirac et Juppé et que mettre à la place, comment les chasser et pourquoi n'y est-on pas arrivé. Comme ceux qui sont au PC. Pas de différence entre eux autres que les rancoeurs dues à l'histoire où le bilan des dirigeants, pas des militants et adhérents, n'est pas mieux d'un côté que de l'autre. Le problème, c'est que les éléphants et tous ceux qui leur font échos, eux, parlent d'autre chose. Franchement, en va-t-il fondamentalement autrement au PCF, au MDC, à la CAP et à l'extrême-gauche ? .../...

LICENCIÉE POUR AVOIR HÉBERGÉ UN SANS-PAPIERS.



COURRIER DES LECTEURS - COURRIER DES LECTEURS

par Vincent Pr sumey & Bernard Grangeon.

La "radicalité"   la base est la même, si les cultures et les références, les langages et les réflexes conditionnés, diff rent -et c'est justement le devoir des militants qui veulent rassembler à gauche que de s'élever au-dessus de ces héritages. Est-ce là la divergence ?

Il résulte de ce qui précède que nous ne sommes en effet pas d'accord avec toute volonté d'isoler un pôle, une couche ou une frange des militants de la gauche en considérant que les uns seraient plus à gauche que les autres. Nous pensons que tout doit se ramener à l'unité contre le gouvernement actuel et à l'exigence que les directions du PS et du PCF répondent au besoin de démocratie qui existe aujourd'hui, pas par des phrases sur le réalisme de gauche ici, la mutation communiste là, mais par des actes, à savoir l'union pour chasser Juppé. Nous pensons que cette démarche n'annule pas les débats nécessaires sur le programme, mais qu'elle leur donne leur vrai sens et leur pleine dimension, et la chance de déboucher sur des promesses cette fois-ci tenues car commençant par une vraie rupture et se soumettant au mouvement social. Bien entendu, la question de Maastricht est centrale ici, la satisfaction des revendications sociales étant incompatible avec. Voilà pour le plus important. Quant à ce que MG et AC disent n'avoir "jamais pensé", sauf une

allusion obscure à M.Deschamps et à la CGT que nous avouons ne pas avoir comprise, nous leur en donnons volontiers acte. Mais une précision : nous ne pensons bien sûr pas que la direction de la CFDT est une agence du CNPF. Nous la qualifions dans l'article, écrit fin octobre, de "garde prétorienne de Juppé", ce qui n'est certes pas tendre. Mais c'est une structure qui a une longue histoire, beaucoup d'expérience, et qui ne prend ses ordres nulle part. Elle a plutôt l'habitude d'en donner. Point n'est besoin de faire de procès d'intention pour qualifier comme nous le faisons cette équipe là, qui ne

s'identifie pas à la centrale CFDT. Ne lisez donc pas de procès d'intention là où il n'y en a pas... du type de celui que fait Amaury même n  même page sur Julien Dray accusé ni plus ni moins de parler des "intérêts des grands groupes financiers" lorsqu'il invoque les besoins du pays en matière d'immigration ! Une telle promptitude à l'amalgame est peu bénéfique pour débattre des problèmes évoqués d'autant plus qu'une telle sévérité devrait alors aussi se déployer à l'égard du PC sur les mêmes questions (et y serait tout autant contre-productive).

Nous remercions les camarades de nous avoir de la sorte donné déjà matière à réponse, car nous sommes adeptes du débat sans masque aucun, coup pour coup en toute convivialité ! □

ILE-DE-FRANCE.

Le Conseil économique et social régional d'Ile-de-France (CESR) estime que "rien ne permet d'attendre dans un avenir proche" une amélioration "significative" de la conjoncture économique et de la situation de l'emploi dans la région. Selon un rapport, la baisse de la consommation des ménages persiste et non seulement "le retour de la confiance", facteur de redémarrage, "n'est pas au rendez-vous", mais "rien ne permet de prévoir son retour".

Le 1er mars, aura lieu à Lille un grand rassemblement national avec Robert Hue.

Le secrétaire national du Parti Communiste apportera la contribution des communistes au débat sur la possibilité de faire réellement du neuf en 1998. Ce sera le prélude aux assises pour le changement organisées ensuite dans chaque département de France et qui permettront à toutes celles et à tous ceux qui le souhaitent de débattre librement de toutes les questions qui les préoccupent.

COURRIER DES LECTEURS - COURRIER DES LECTEURS

Jean Sanchez nous communique

ISRAËL REVENDIQUE LE DROIT DE TORTURER LES DÉTENUS PALESTINIENS

La Cour suprême israélienne a os  justifier les "pressions physiques modérées" et même "augmentées" exercées à l'encontre de prisonniers palestiniens (Le Monde du 20/11/96), confirmant ainsi une jurisprudence ancienne (commission Landau de 1987). Jamais encore la plus haute juridiction d'un Etat n'avait ainsi justifié la TORTURE, définie dans les textes internationaux comme des "traitements cruels, inhumains et dégradants".

De surcroit, des médecins israéliens sont associés à la pratique des interrogatoires afin d'éviter d'embarrassants décès de détenus palestiniens (voir article intitulé "Torture sous contrôle médical en Israël" dans Le Monde Diplomatique de janvier 1997 mentionnant un rapport "oublié" d'Amnesty International en date du 14 août 1996).

Les associations et personnes soussignées expriment publiquement leur condamnation de la torture, "médicalement assistée" ou non, pratiqu e par l'Etat Israélien et appellent tous ceux qui partagent leur indignation à signer cet appel.

Premiers signataires : Justice et Paix en Palestine, Lisc Bouzidi, Alice Bserini, Geneviève Clancy, Louis-Jean Duclos, Bouchra Jadan, Monique Justamond, Jacqueline Olivier, Gisèle Reboul, Moïse Saltiel, Jean Sanchez, Marina Da Silva, Ginette Skandrani, Laurent de Wangen.

Adresser les signatures accompagnées d'un chèque de soutien pour la parution de cet appel dans Le Monde   : Laurent de Wangen, 15 rue Georges Pitard, 75740 Paris-Cedex 15.

Chèque à établir à l'ordre de "Justice et Paix en Palestine", mention Appel.

15 février 1997